



Conseil économique et social

Distr. générale
24 mai 2016
Français
Original : anglais

Session de 2016

24 juillet 2015-27 juillet 2016

Point 5 de l'ordre du jour

Débat de haut niveau

Déclaration soumise par le Labour, Health and Human Rights Development Centre, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La présente déclaration n'a pas fait l'objet d'un contrôle éditorial formel.



Déclaration

Le Labour, Health and Human Rights Development Centre voit dans l'actuel programme de développement durable un véritable programme d'action indispensable pour améliorer l'exercice de la dignité humaine et encourager l'avènement d'une société paisible dans tous ses aspects. Pourtant, de l'avis du Centre, actuellement, le Nigéria n'a pas encore lancé d'activités allant dans le sens du programme de développement durable.

Cela est peut-être dû à l'absence d'information et de communication sur le programme de développement. Les trois niveaux de l'administration du pays (le gouvernement fédéral, les administrations des États et les collectivités locales) sont muets au sujet du programme de développement durable. Ils n'ont pas lancé d'action pour attirer l'attention des différents acteurs sur ce programme et n'ont pas pris la tête d'une action appropriée, contrairement à ce qui avait été fait lors du lancement des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Le secteur privé a été laissé dans une ignorance totale du programme de développement. Ainsi, il n'y a pas eu de diffusion d'informations adéquates, et c'est pourtant la condition du succès et d'une entreprise véritablement novatrice.

C'est pourquoi il est nécessaire de s'appuyer sur les structures locales existantes qui avaient été utilisées pour les OMD. Il faudra pour cela une participation à tous les niveaux des différents acteurs, en connaissance de cause, ce qui, selon notre évaluation, fait actuellement défaut. En outre, les institutions publiques, le secteur privé et les associations locales devront être renforcés pour aider à appliquer le programme de développement durable.
